

RASSEMBLEMENT DES PATRIOTES À ALGER

La résistance reprend vie

Les patriotes ont tenu parole. Ils ont investi, hier, pour certains depuis la veille, la place des Martyrs, à Alger. Comme les gardes communaux qui les ont précédés dans pareil mode de protestation, ils décident de camper sur place jusqu'à satisfaction d'une plateforme de revendications riche de 8 points. Une plateforme qu'ils n'ont pu remettre au président du Sénat.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir)- Cantonnés dans le périmètre de la place des Martyrs qui connaît en ce moment des travaux de réfection de pavé et, donc, clôturée avec semelles en rond à béton, les patriotes, en plusieurs groupes disparates, se sont perdus toute la matinée et une partie de

l'après-midi durant en conciliabules. Ils éprouvaient toutes les peines du monde à dégager la délégation qui devait aller remettre la plateforme de revendications aux autorités. Jusqu'à 14 heures, ils en étaient encore à faire et à défaire la délégation. A chaque fois, des voix s'élevaient pour

contester le choix porté sur un tel, à telle enseigne que, par moments, des protagonistes faillirent en venir aux poings. Quant aux invectives, elles ont grandement ponctué le rassemblement. A l'origine, les patriotes devaient observer un sit-in ouvert devant le Sénat. Mais, hier, ils se sont résignés à n'occuper que la place des Martyrs aux alentours de laquelle un impressionnant dispositif policier a été déployé. Ils n'ont même pas tenté de braver l'interdiction de battre le pavé que les policiers leur ont signifiée. Le rassemblement com-

mença d'ailleurs sur des altercations entre les patriotes et les groupes de légitimes défense (GLD) qui étaient venus eux aussi réclamer des droits. Les patriotes leur ont signifié de vive voix qu'ils n'étaient pas les bienvenus dans leur rassemblement. Les GLD finirent par battre en retraite, vexés manifestement par «l'accueil» qui leur a été réservé. Restés entre eux, les patriotes, venus notamment des wilayas de Blida, Médéa, Chlef, Bouira, Boumerdès, Tizi-Ouzou, Aïn Defla, M'sila et même Batna et Souk Ahras, se

mouvaiement de coin en coin à l'intérieur du périmètre de la place des Martyrs. Le coordinateur national des patriotes, Tarek Chekroum, allait de groupe en groupe pour «vendre» la composante de la délégation qui ira remettre la plateforme de revendications aux autorités. Mais quelles autorités ? Sur place, ils apprennent que le président du Sénat est indisponible. A qui remettre la plateforme ? Le coordinateur national, patriote de Boufarik, fuit notre question. Dans la confusion générale, un patriote se risque à nous dire que la délégation ira ren-

contrer le DGSN. Un autre le coupa sur-le-champ, affirmant que le DGSN est, lui aussi, indisponible. Pendant ce temps-là, le coordinateur national des patriotes poursuit d'aller de groupe en groupe. Vers 14 heures, une délégation composée de 6 membres se détache du rassemblement et se dirige vers le commissariat du 3^e arrondissement. Arrivé à l'entrée du commissariat, il fallait encore désigner deux personnes pour aller négocier la plateforme avec le commissaire. Ce dernier leur fait savoir qu'il est prêt à discuter avec eux mais pas à négocier. Retour au rassemblement et de nouveau les conciliabules. Il fallait encore expliquer le sens de la protestation, donner encore lecture à la plateforme de revendications que de nombreux patriotes ne semblent pas avoir lue. Celle-ci consigne revendications, en tête desquelles le statut particulier qui doit, entre autres, assurer une reconnaissance des sacrifices consentis, définir et faire respecter les droits matériels et moraux des patriotes. Les patriotes revendiquent aussi l'examen, au cas par cas, des situations des radiés en vue de leur réinsertion professionnelle ainsi que l'octroi d'autres droits tels que les pensions pour les ayants droit des patriotes assassinés, les blessés et les invalides d'entre eux.

FACULTÉ DE MÉDECINE D'ALGER

Les internes reconduisent leur grève

Non satisfaits de l'issue de la réunion tenue le 6 avril dernier entre leurs délégués et les représentants du ministère de la Santé, les étudiants en stage interne de médecine de la Faculté de médecine d'Alger ont décidé de renouer, à partir d'aujourd'hui, avec la protestation. Un mouvement de deux jours reconductible, entamé les 5 et 6 avril derniers et que les étudiants en septième année de médecine reprennent pour deux autres jours.

Dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, le collectif des étudiants en stage interne de médecine de la Faculté de médecine d'Alger a appelé à la reconduction du mouvement de protestation pour les 12 et 13 avril (aujourd'hui et demain). Il est ainsi précisé que «les délégués des étudiants ont été reçus le 6 avril 2011 par des responsables du ministère de la Santé pour une réunion qui n'a pas été couronnée de succès».

Les représentants du ministère de la Santé se sont contentés de dire, selon le communiqué, que les volets pédagogique et administratif des revendications relèvent plutôt des compétences du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et que les revendications socioéconomiques des étudiants engagent les deux départements, de la santé et de l'enseignement supérieur. Et de suggérer l'installation d'une commission mixte entre ces deux

départements ministériels justement pour examiner ce volet socioéconomique des revendications. Chose qui n'a pas rassuré les protestataires du moment qu'«aucune décision n'a été prise ni notifiée à l'issue de cette rencontre». Les rédacteurs du communiqué précisent qu'après «concertation, les étudiants en stage interne ont décidé de reconduire le mouvement de protestation». Notons que ces revendications consistent en «la définition des prérogatives de l'étudiant en stage interne, la définition d'objectifs pédagogiques communs avec précision des tranches horaires de formation pratique et théorique, la réévaluation de l'utilité des rapports de stage, la transparence dans l'or-

ganisation du concours d'accès au résidanat en médecine». Les internes de la Faculté de médecine réclament également des conditions décentes de travail et d'hébergement : «Des chambres équipées, des sanitaires, une alimentation correcte, de la sécurité au sein de l'établissement, la réévaluation de la rémunération de l'étudiant en stage interne de médecine — une rémunération plutôt symbolique compte tenu de la charge de travail —, les primes de risque, de contagion et de documentation». Ils réclament, également, plus de communication de la part de l'administration par la publication régulière d'informations ayant trait à la vie estudiantine.

L. H.

MÉCONTENTEMENT DANS LE PORT DE MOSTAGANEM

La colère des dockers contractuels en grève pour leur titularisation

Les dockers professionnels, les manutentionnaires journaliers ou spécialisés contractuels exerçant au niveau de l'Entreprise portuaire de Mostaganem ont entamé, à partir de la mi-journée de dimanche dernier, un mouvement de grève pour demander leur titularisation à leurs postes de travail.

Les protestataires ont fermé la porte d'entrée du siège de l'EPM à l'aide de chaînes cadenassées, en empêchant toute personne de pénétrer ou de sortir de la Direction générale. D'ailleurs, le personnel qui s'apprêtait à quitter les lieux en fin de service, c'est-à-dire vers 16 heures 30, n'a pu le faire. Hier, aux environs de 18 heures, le personnel de la Direction générale est toujours cloîtré. Contacté par nos soins aux fins de connaître les raisons de ce débrayage, et ce, après avoir été autorisés par les grévistes à accéder au siège, le directeur général P/I nous a donné sa

version des faits en présence de ses principaux collaborateurs. D'emblée, il dira que ce conflit que traverse l'entreprise a pris une tournure inhabituelle. Notre interlocuteur affirme que sur les 317 agents contractuels à temps partiel, 100 seront très prochainement titularisés sur la base d'une décision administrative. L'opération se fera en deux temps, 50 agents seront titularisés durant le mois d'avril et le reste au mois de mai prochain. Une commission mixte a été constituée pour traiter dans la plus grande transparence tous les dossiers des intéressés et le critère retenu pour le

choix des dockers à permaniser est la date de recrutement du plus ancien travaillant dans l'entreprise avant l'année 2002, selon notre interlocuteur. Concernant la sauvegarde de l'emploi, une action de finalisation de contrats à durée déterminée est en cours pour 121 autres agents. Mais ces travailleurs refusent cette proposition et si rien n'est entrepris pour les titulariser, leur colère sera immense. Certains ont même décidé de s'immoler par le feu devant le siège de la wilaya. Ils nous ont exhibé leurs fiches de paie ; le salaire de base du SMIG est retenu mais le montant net mensuel est dérisoire, il oscille entre 1 600 DA et 9 000 DA, à cause des retenues. Pourtant, tôt le matin, ils se présentent au port mais sont renvoyés en raison de la charge quotidienne des enlève-

ments des marchandises, donc ils ne sont pas rémunérés pour les journées non travaillées. A ce sujet, le directeur de l'administration nous dira que ce dispositif, élaboré et validé par l'Inspection générale du travail et la Centrale syndicale, permet de calculer 13 jours sur 26 jours ouvrables. En ce qui concerne les 100 agents qui ont été titularisés, les protestataires indiquent que la plupart ne sont pas dégagés des obligations du service national, sans expérience, et sont issus de familles des responsables de l'EPM et demandent, par conséquent, une commission d'enquête de la tutelle sinon, affirment-ils, le bras de fer va perdurer. Le mouvement de grève n'a eu aucune incidence sur la production, le port a travaillé ce jour normalement avec les dockers permanents.

A. B.

LE MINISTRE DES PTIC À PARTIR DE CONSTANTINE À PROPOS DE LA GRÈVE DES POSTIERS :

«C'est un mauvais comportement»

Tout en reconnaissant la «légitimité» du mouvement de grève des travailleurs de la Grande-Poste d'Alger, enclenché, hier, pour réclamer l'amélioration de leurs conditions socioprofessionnelles, en nette dégradation, M. Benhamadi, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, a dénoncé «le mauvais comportement de certains» qui, selon lui, «lèsent d'autres personnes dans leurs droits de service public».

«Tout un chacun a le droit de réclamer ses droits, mais lorsqu'on prend en otage les gens, cela relève, plutôt, du

mauvais comportement», a estimé, hier, M. Benhamadi, ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication à partir de Constantine où il était en visite de travail. Et d'ajouter encore que les mouvements de grève sont devenus ces derniers temps «une mode». S'agissant des revendications relevées par les grévistes, le ministre dira que toutes les préoccupations des travailleurs seront satisfaites en concertation avec le partenaire social des travailleurs, à savoir la Fédération nationale des travailleurs des postes.

Il précisera, à ce titre, «qu'avant même le déclenchement de la protestation, des consultations portant sur la révision des conventions collectives, devenues obsolètes, ainsi que le reclassement des employés dans leurs catégories respectives ont été engagés avec le partenaire social». Concernant la couverture en réseaux de téléphonie mobile, une opération d'inspection, de détection et de recensement des «zones d'ombre» le long de l'autoroute Est-Ouest sera entreprise prochainement et ce, dans le but de permettre une meilleure couverture de ce tronçon routier.

Aussi, et dans le cadre de la remise à niveau de l'infrastructure des postes et télécommunication et la généralisation de l'usage des nouvelles technologies, M. Benhamadi a indiqué que la ville des Ponts sera dotée dans un proche avenir d'un «cyberparc». Dans un autre registre, le ministre des PTIC révélera que près de 3 000 cas d'employés, embauchés dans le cadre du filet social et l'ANEM au sein des entreprises relevant de son département, seront étudiés incessamment en vue de les enrôler définitivement dans les postes qu'ils occupaient déjà.

Farid Benzaid

FONCTIONNAIRES DE L'HABITAT La grève maintenue

La Fédération nationale des fonctionnaires du secteur de l'habitat et de l'urbanisme, branche du Snapap, campe sur ses positions et appelle à poursuivre la grève jusqu'à satisfaction des revendications des travailleurs qu'elle représente. Dans le communiqué sanctionnant les travaux de la séance regroupant les représentants des travailleurs et le ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, M. Noureddine Moussa, suite au sit-in tenu avant-hier à travers les 48 Dlep et 48 Duc que comptent les services décentralisés du ministère, la fédération n'a plutôt exprimé que des divergences : «En l'absence de résultats concrets s'agissant de l'examen du décret portant statut particulier du personnel des corps technique et commun de l'administration de l'habitat et de l'urbanisme, le régime indemnitaire, l'intégration des fonctionnaires contractuels, la fédération a décidé de poursuivre la grève ouverte jusqu'à satisfaction des revendications», peut-on lire dans le communiqué.

L. H.